

H7 - La IIIe République

1870-1914

Intro

- Juillet 1870, l'Europe = crise diplomatique





- **19 juillet 1870** : Déclaration de la guerre par
la France à la Prusse

PREFECTURE DE L'AUBE

PROCLAMATION
DE
L'EMPEREUR

FRANÇAIS,

Il y a dans la vie des peuples des moments solennels où l'honneur national violemment excité s'impose comme une force irrésistible, domine tous les intérêts et prend seul en mains la direction des destinées de la patrie.

Une de ces heures décisives vient de sonner pour la France. La Prusse, à qui nous avons témoigné pendant et depuis la guerre de 1866 les dispositions les plus conciliantes, n'a tenu aucun compte de notre bon vouloir et de notre longanimité. Lancée dans une voie d'envahissement, elle a éveillé toutes les défiances, nécessité partout des armements exagérés et fait de l'Europe un camp où règnent l'incertitude et la crainte du lendemain. Un dernier incident est venu révéler l'instabilité des rapports internationaux et montrer toute la gravité de la situation. En présence des nouvelles prétentions de la Prusse, nos réclamations se sont fait entendre. Elles ont été érudées et suivies de procédés dédaigneux. Notre pays en a ressenti une profonde irritation et aussitôt un cri de guerre a retenti d'un bout de la France à l'autre.

Il ne nous reste plus qu'à confier nos destinées au sort des armes. Nous ne faisons pas la guerre à l'Allemagne dont nous respectons l'indépendance. Nous faisons des vœux pour que les peuples qui composent la grande Nationalité Germanique, disposent librement de leurs destinées. Quant à nous, nous réclamons l'établissement d'un état de choses qui garantisse notre sécurité et assure l'avenir. Nous voulons conquérir une paix durable basée sur les vrais intérêts des peuples et faire cesser cet état précaire, où toutes les nations emploient leurs ressources à s'armer les unes contre les autres. Le glorieux drapeau que nous déployons encore une fois devant ceux qui nous provoquent, est le même qui porta à travers l'Europe les idées civilisatrices de notre grande Révolution. Il représente les mêmes principes, il inspirera les mêmes dévouements.

FRANÇAIS,

Je vais me mettre à la tête de cette vaillante armée qu'anime l'amour du devoir et de la patrie. Elle sait ce qu'elle vaut, car elle a vu dans les quatre parties du monde la victoire s'attacher à ses pas. J'emmène mon Fils avec moi; malgré son jeune âge, il sait les devoirs que son nom lui impose et il est fier de prendre sa part dans les dangers de ceux qui combattent pour la patrie. Dieu bénisse nos efforts! Un grand peuple qui défend une cause juste est invincible.

NAPOLEON.

Pour copie conforme :

Le Préfet de l'Aube,

BOYER-S^t.SUZANNE.

Troyes, Imprimerie de BERTHAUD-BEL, place de l'Hôtel-de-Ville, 40.

PBM : Comment s'installe la IIIe République puis se consolide-t-elle entre 1870 et 1914 malgré des crises ?

I. La naissance de la IIIe République

1) La chute de l'Empire dans la guerre de 1870



Bataille de Saint-Privat le 18 août 1870

Alphonse de Neuville - *le Cimetière de Saint Privat*,
Huile sur toile 236x344,
Musée d'Orsay, 1881.



31 août et 1^{er}
septembre
1870 :
Bataille à
Sedan

A. De Neuville, les
dernières cartouches,
1873. Huile sur toile
109x165 Bazeilles



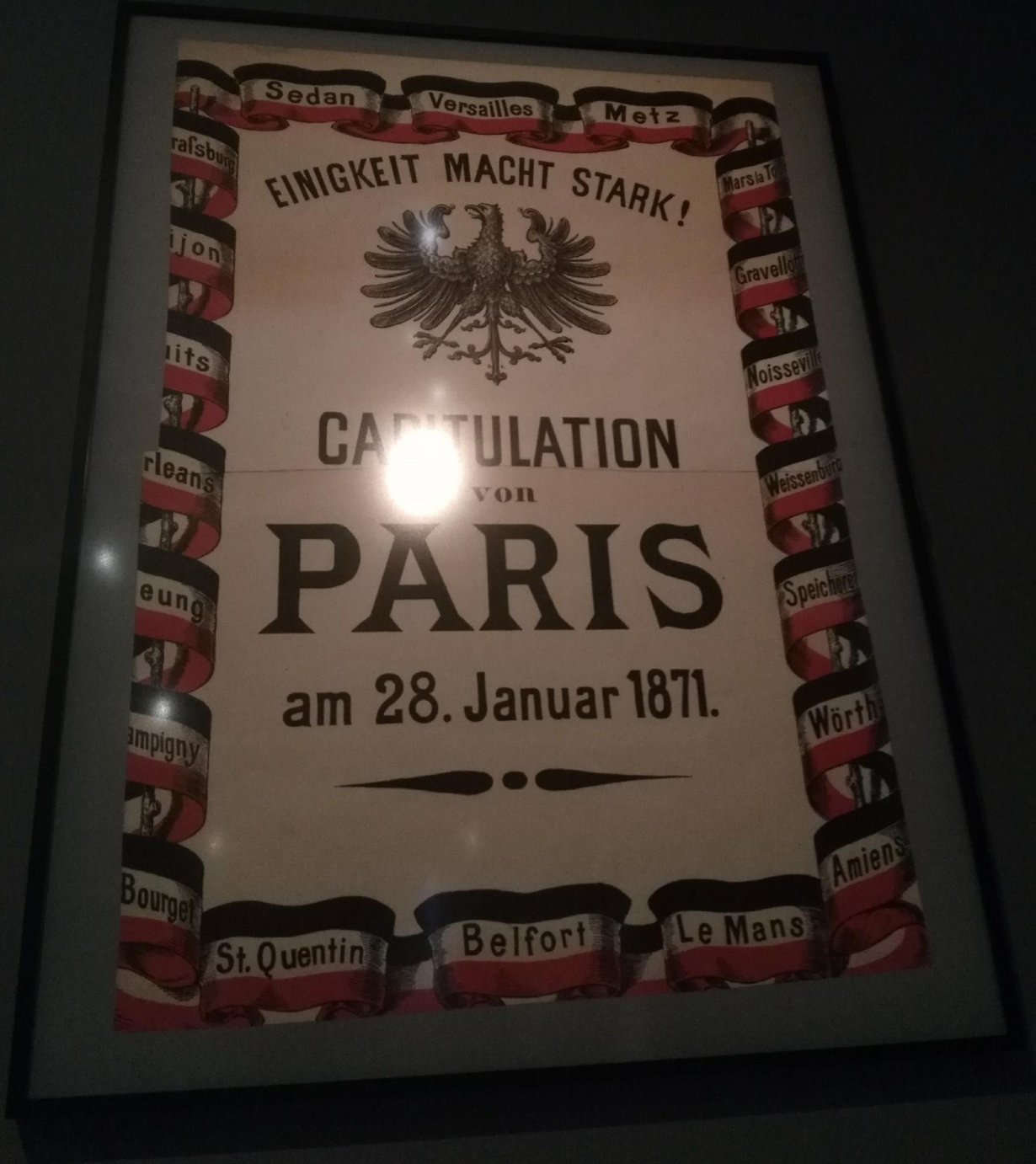
**Napoléon III se rend
et avec lui 90 000
hommes sont faits
prisonniers. Deux jours
plus tard, à Paris, c'est la
fin de l'Empire.**

NAPOLÉON VOR KÖNIG WILHELM BEI SEDAN AM 2. SEPTEMBER 1870.

2) La naissance de la IIIe République et la guerre



République est proclamée à Paris par le député républicain Léon Gambetta le 4 septembre 1870



la défaite est inévitable le 28 janvier 1871



**Adolphe Thiers est
nommé chef du
gouvernement
(février 1871)**



3) La Commune de Paris de 1871 comme première épreuve



18 mars 1871, Thiers fait reprendre les canons entreposés sur la butte Montmartre. Une insurrection éclate

3) La Commune de Paris de 1871 comme première épreuve



Parisiens se révoltent et
s'organisent en un
**gouvernement
insurrectionnel**

IMAGE DE LA COMMUNE : LA BARRICADE DU BOULEVARD PUEBLA



**Des Parisiens et des Parisiennes en arme, comme
l'institutrice Louise Michel**



Léon Sabatier, *Paris et ses ruines, Nantes (Charpentier)*, vers 1872.



Georges Clairin, *L'incendie des Tuileries*, 1871

Du 21 au 28 mai 1871, c'est « la Semaine Sanglante ».

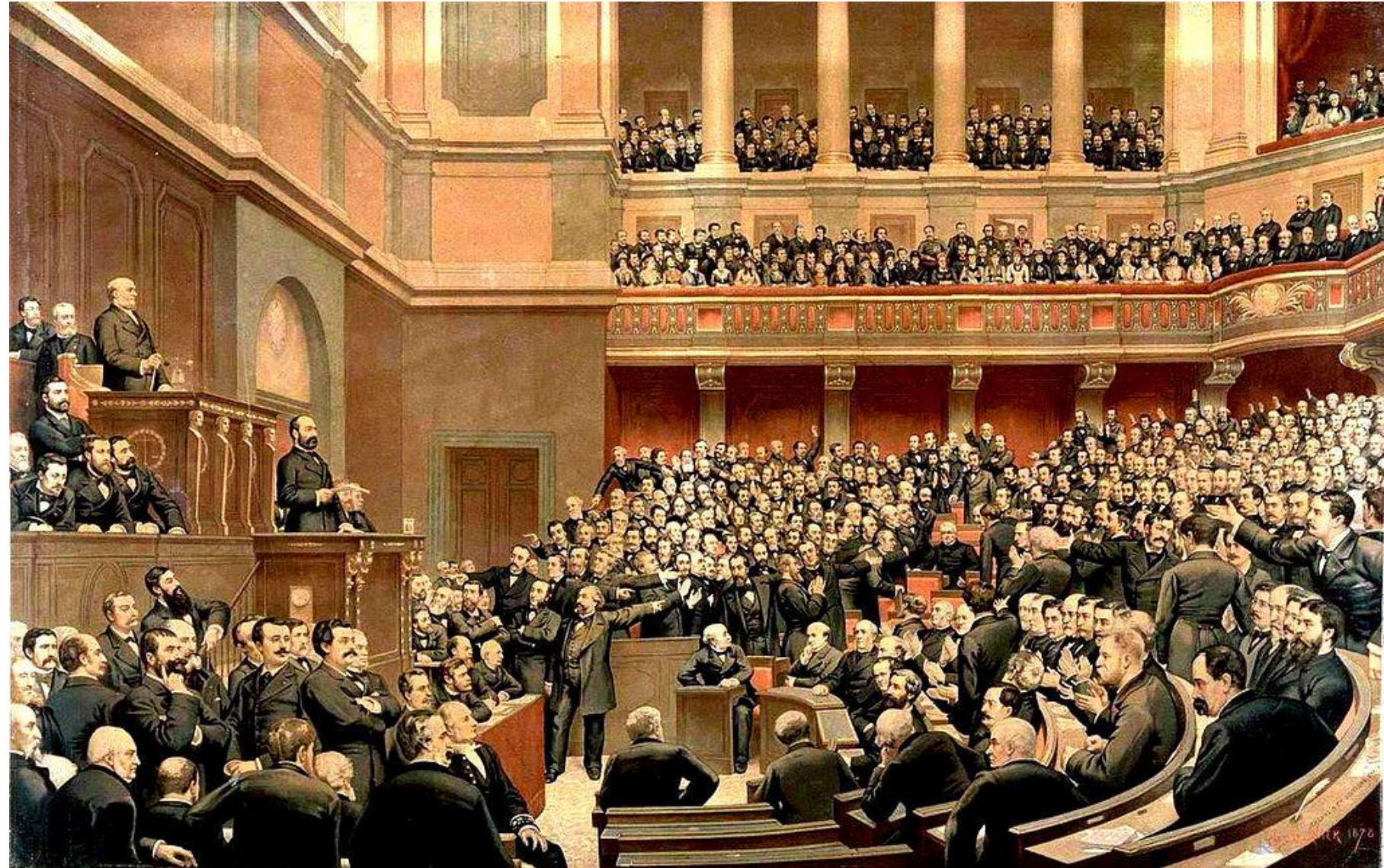
II. Les vicissitudes d'une IIIe République qui s'affirme

1) Les crises des années

1870

développer la culture républicaine

La scène se passe le 18 juin 1877 à la Chambre des députés, installée alors à Versailles, deux jours après le renversement du gouvernement Broglie, royaliste. Suivons le compte rendu de la séance tel qu'il a été donné au *Journal officiel* : « Le ministre de l'Intérieur : "Les hommes qui sont au gouvernement aujourd'hui sortaient des élections de 1871 et faisaient partie de cette Assemblée nationale dont on peut dire qu'elle a été la pacificatrice du pays et la libératrice du territoire !" ("Très bien", à droite). Plusieurs membres, désignant M. Thiers : "Le voilà, le libérateur du territoire !" (À ce moment, les membres de la gauche et du centre se lèvent et, se tournant vers M. Thiers, le saluent des plus vives acclamations et des plus chaleureux applaudissements.) »





Léon Gambetta

et



Jules Ferry



LA RÉPUBLIQUE TRIOMPHANTE PRÉSIDE À LA GRANDE FÊTE NATIONALE DU 14 JUILLET 1880
Distribution des Drapeaux — Anniversaire de la prise de la Bastille (14 Juillet 1789)
ARCHIVES NATIONALES
MUSEE DE L'HISTOIRE DE FRANCE

**les bustes de Mariannes dans
les mairies ou la devise
(Liberté, Egalité, Fraternité)
sur les frontons des mairies
14 juillet est décidée comme
fête nationale**

2) L'Ecole devient gratuite, obligatoire et laïque (1881-1882)



SÉNAT

Session 1880

Proposition de Loi.

adoptée par la Chambre des Députés,
adoptée avec modifications par le Sénat
sur l'enseignement secondaire des jeunes filles

Le Sénat a adopté la proposition de loi dont la teneur suit.

Article premier.

Il sera fondé par l'Etat, avec le concours des départements et des communes, des établissements destinés à l'enseignement secondaire des jeunes filles.

Art. 2.

Ces établissements seront des externats.

Des internats pourront y être annexés sur la demande des Conseils municipaux et après entente entre eux et l'Etat. Ils seront soumis au même régime que les collèges communaux.

Art. 3.

Il sera fondé par l'Etat, les départements et les communes, au profit des internes et des demi-pensionnaires, tant élèves qu'élèves-maîtresses, des bourses dont le nombre sera déterminé dans le traité constitutif qui interviendra entre le préfet, le département et la commune, ou sera créé

Cabinet
du Ministre
de l'Instruction Publique
des Cultes
et des Beaux-Arts

Paris le 187

Projet de Loi

établissant la gratuité absolue de
l'Enseignement primaire dans les Ecoles publiques
(Adopté par la Chambre des Députés)

Présenté au nom de

M. Jules Grévy,

Président de la République Française

par M. Jules Ferry,

Président du Conseil, Ministre de l'Instruction publique
et des Beaux-Arts,
et par M. Constans,
Ministre de l'Intérieur et des Cultes.

Exposé des Motifs.

Messieurs les Sénateurs,

Le Gouvernement a présenté, le
20 Janvier 1880, à la Chambre des
Députés, a adopté, dans sa séance
du 29 Novembre dernier, un

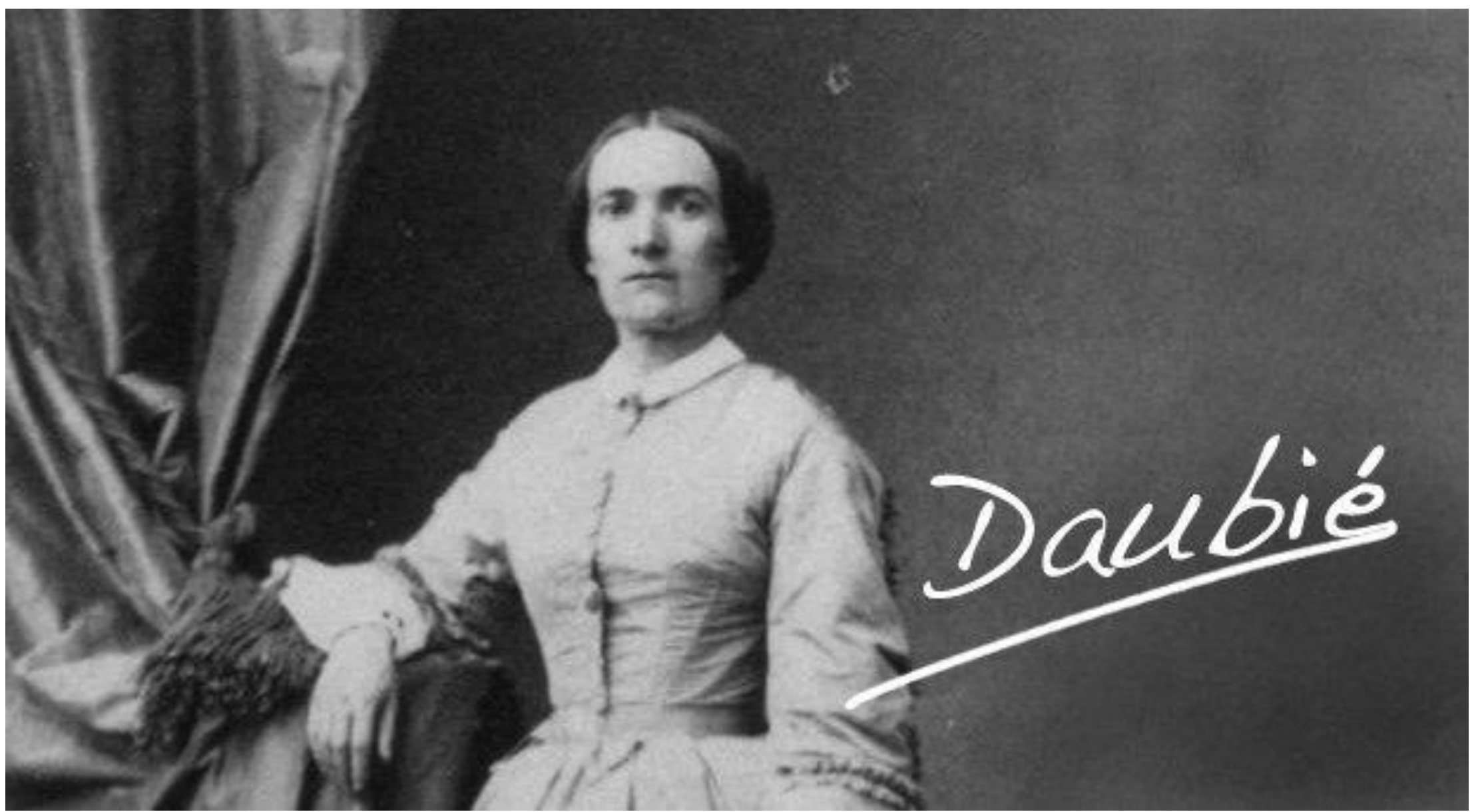
qui donne... le droit de présen-
tation pour les instituteurs appartenant aux
cultes non catholiques.

Art. 4. — L'instruction primaire est obliga-
toire pour les enfants des deux sexes âgés de
six ans révolus à treize ans révolus; elle peut
être donnée soit dans les établissements d'in-
struction primaire ou secondaire, soit dans les fa-
milles, par le père de famille lui-même ou
par toute personne qu'il aura choisie.

Un règlement déterminera les moyens d'as-
surer l'instruction primaire aux enfants sourds-
muets et aux aveugles.

Art. 5. — Une commission municipale sco-
laire est instituée dans chaque commune, pour
surveiller et diriger la fréquentation des

1881 : l'instruction devient gratuite / 1882 : l'instruction laïque et obligatoire



Première bachelière française, Julie-Victoire Daubié a obtenu son diplôme en 1861.



GEOFFROY, dit GEO Henri Jules Jean, *En classe, le travail des petits*, Grand Palais, 1889.

L'école devient le moyen de diffuser la culture républicaine et ses symboles

« Hussards
noirs de la
République »



Albert Bettanier, *La Tache noire*, Huile sur toile, 1887

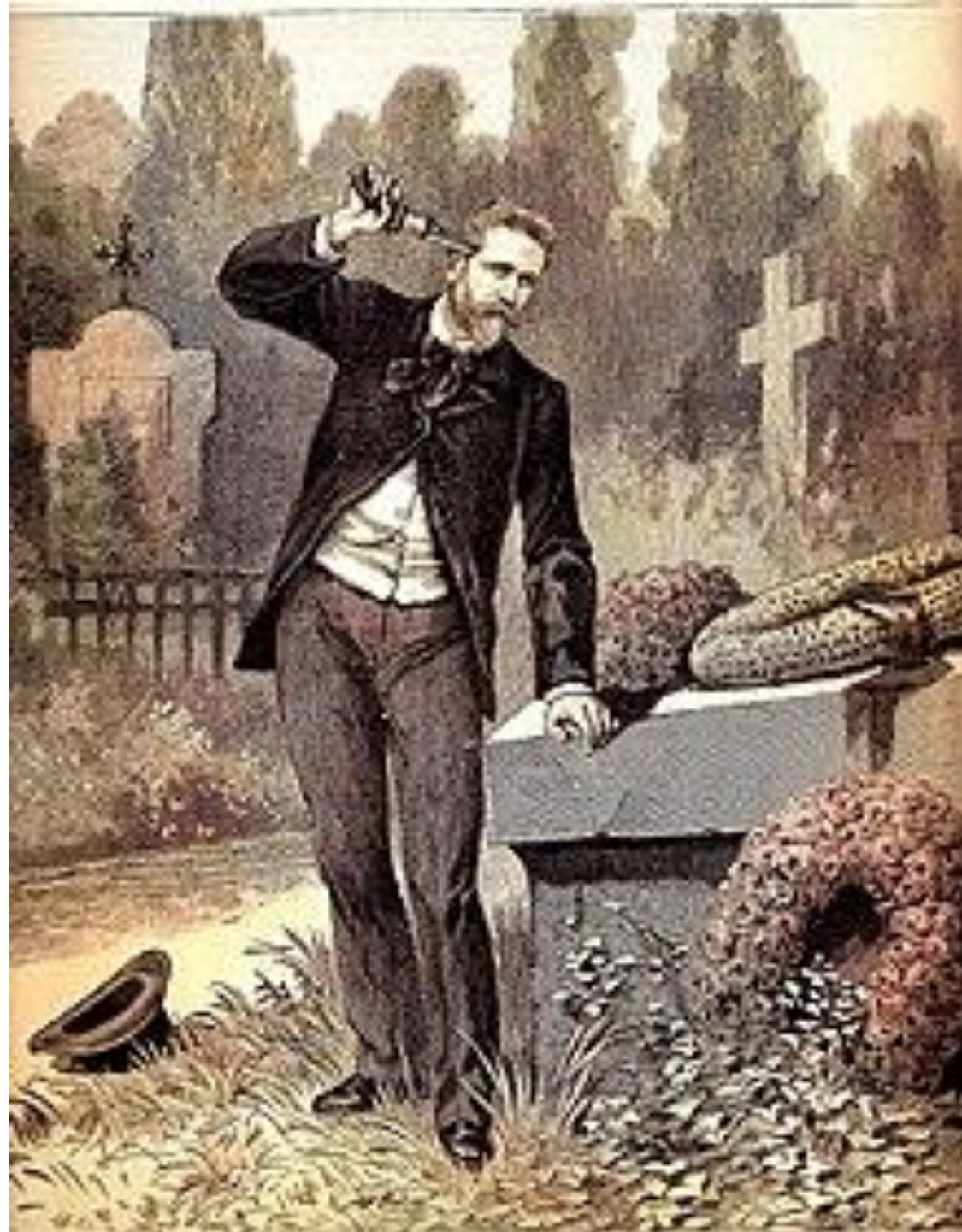
3) Entre consolidation et crises dans les années 1880



crise de 1886
général Boulanger
est nommé ministre
de la guerre



**Bou langer, menacé par le
gouvernement d'être arrêté, se
suicide**



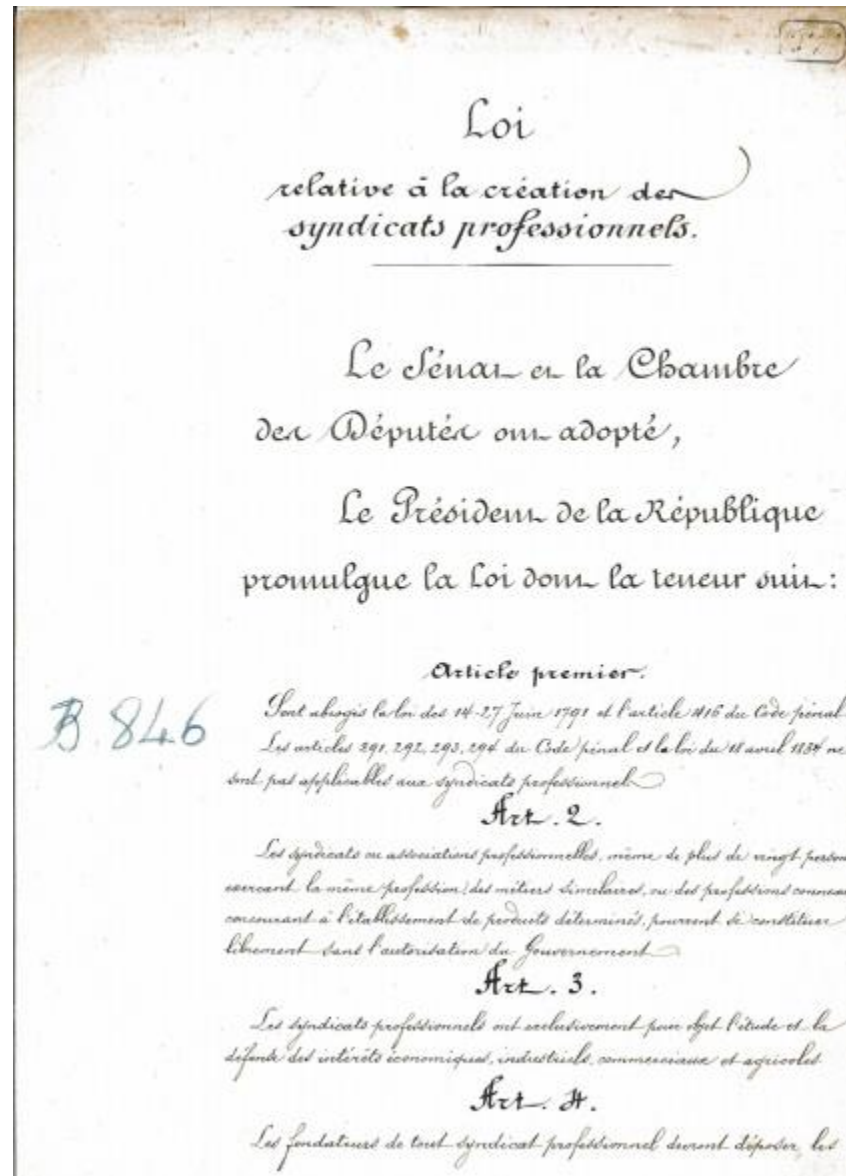
III. La IIIe République face aux épreuves

1) La question sociale : le travail dans les années 1890-1900



1884

loi Waldeck-Rousseau



1892



7. — GALAIS. — L'industrie tullièrre. — Le Dévidage.

Edition Grand Bazar Lafayette.
On y vend de tout.

Filature textile à Calais : une usine tullièrre, 1910

femmes ouvrières ou paysannes moins bien payées

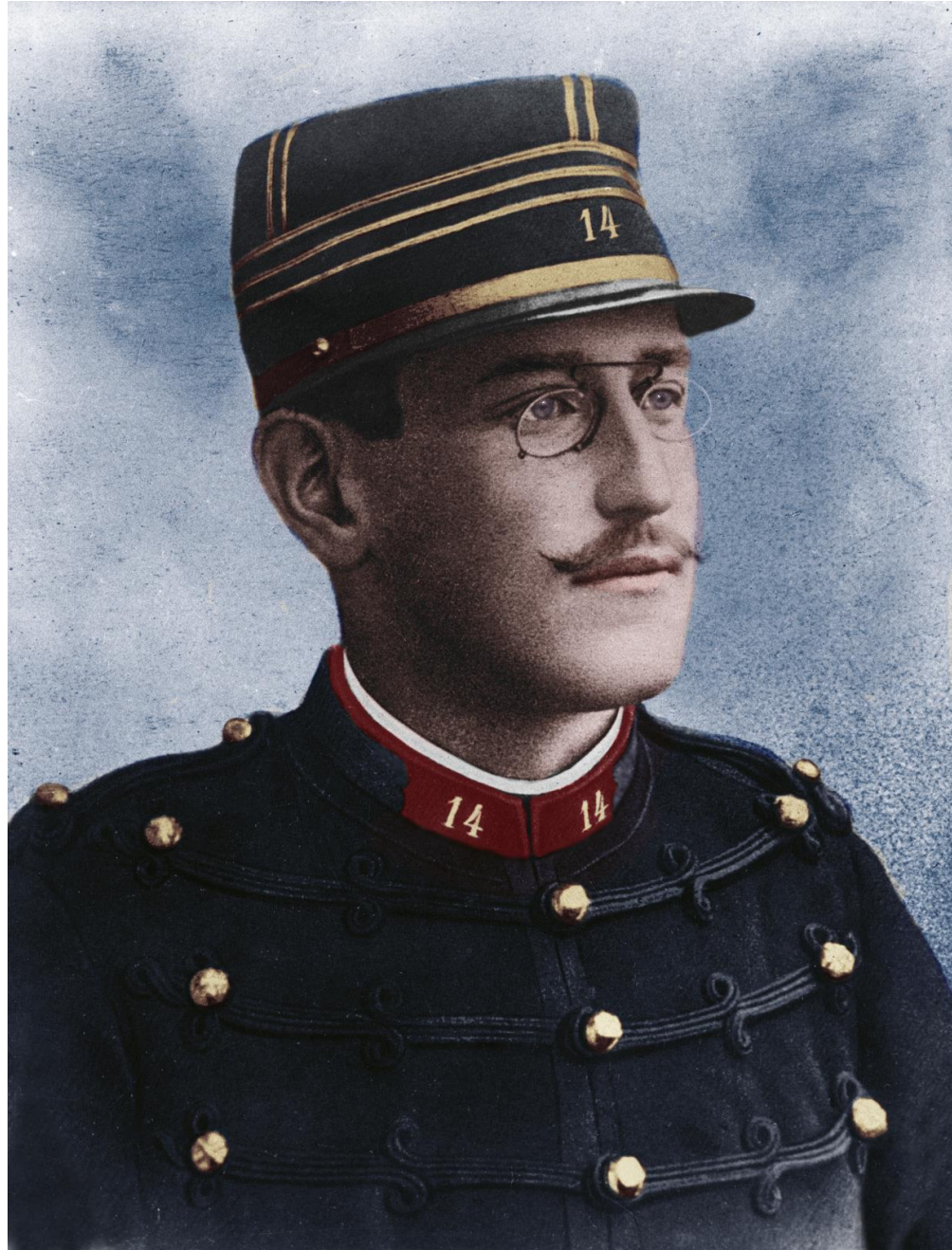


Jaurès à la tribune

Photo Assemblée Nationale

**La question sociale devient
une affaire d'Etat.**

2) L'affaire Dreyfus 1894-1906



1894

lettre est trouvée

= info

confidentielles

militaires pour

l'ennemi

allemand

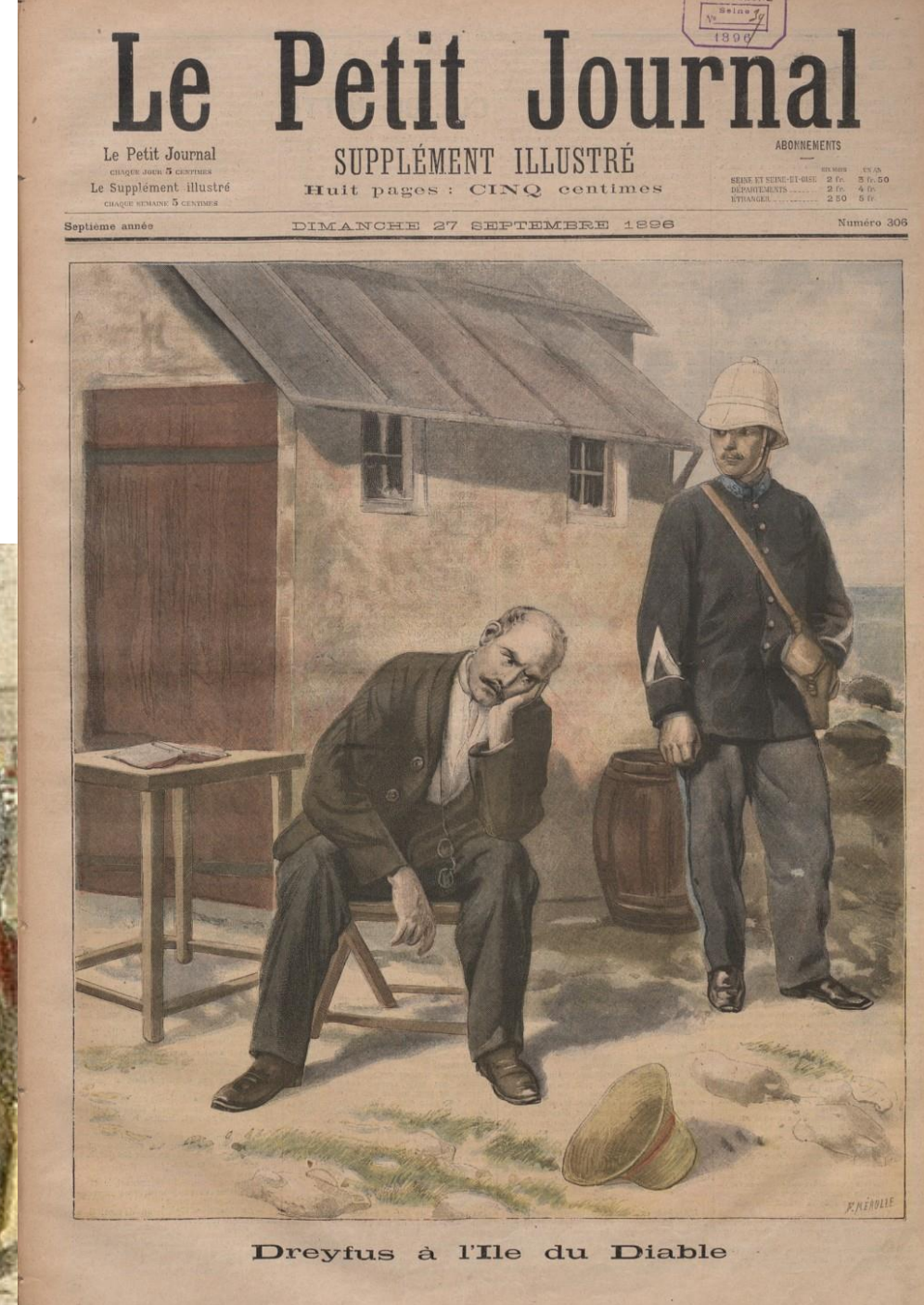
Alfred Dreyfus.

Membre de
l'Etat-major,
alsacien (donc
parlant
Allemand) et
juif.



capitaine clame son innocence, mais est condamné au bagne

Dégradé en 1895, il est envoyé en Guyane





Dreyfusards
pour le capitaine
Dreyfus et la révision
de son procès,
favorables aux valeurs
de la République et à
la paix

anti-Dreyfusards,
antisémites et pro-
militaires contre le
capitaine Dreyfus



**1899 = nouveau jugé et est encore condamné ;
grâce du président de la République**

1906 = acquitté et réhabilité dans l'armée

Cette affaire a marqué la société française et l'Etat, et a montré l'antisémitisme en France.



3) La séparation de l'Église et de l'État le 9 décembre 1905

Républicains radicaux (1902 – 1906) = Soutiens de Dreyfus



Aristide Briand. Il fait **rédiger une loi qui n'est pas radicalement opposée à l'Église**, mais veut réduire sa présence en France, notamment dans l'enseignement

Aristide Briand



La séparation des Eglises et de l'Etat, 20 mai 1905 Ce dessin de Léandre, illustrant la couverture du journal humoristique Le Rire, est une caricature de la séparation des Eglises et de l'Etat. M. Bienvenu-Martin (au centre), ministre de l'Instruction publique, des beaux-arts et des cultes, est armé d'un couteau.

3) La séparation de l'Eglise et de l'Etat le 9 décembre 1905

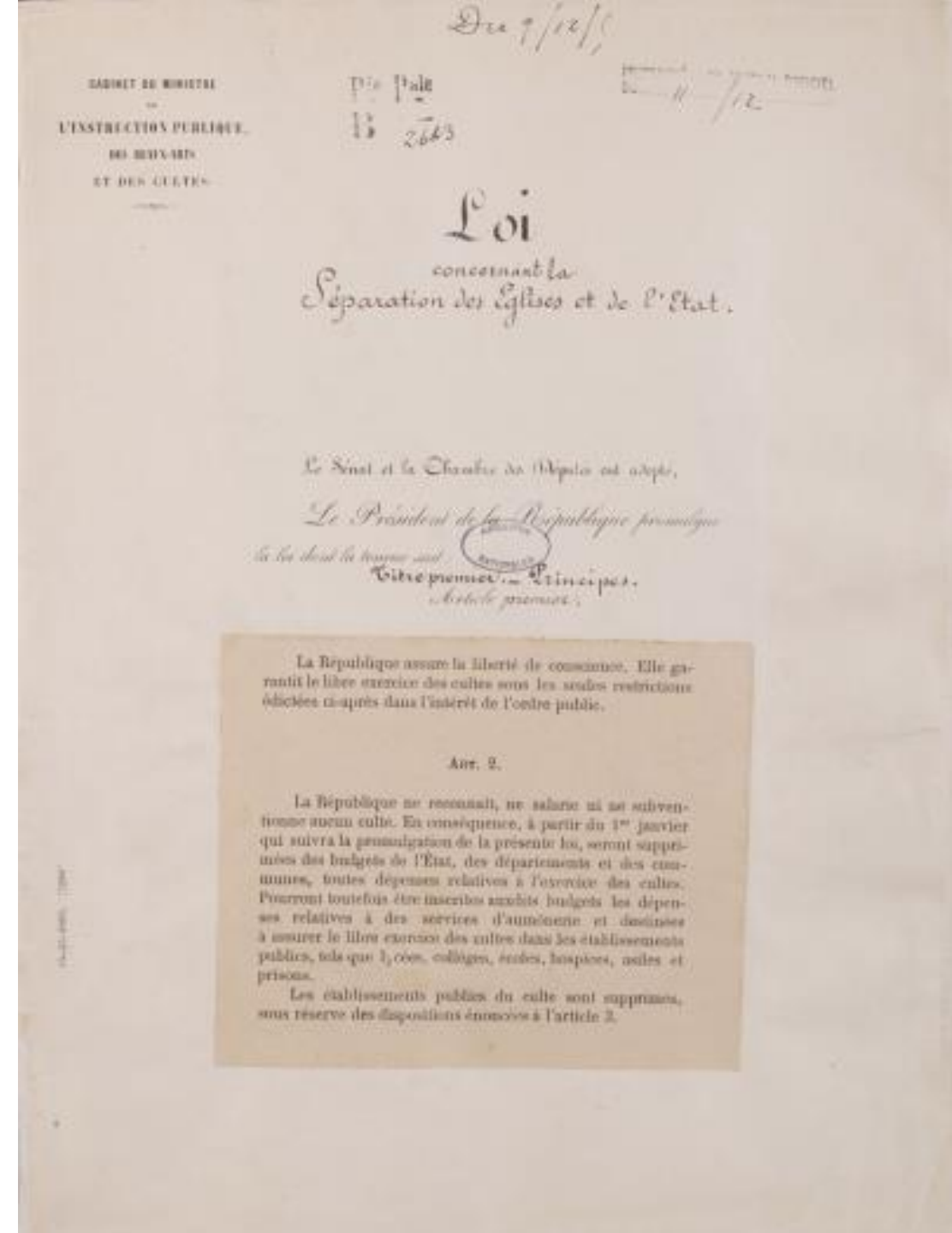
Républicains radicaux = Soutiens de Dreyfus



Aristide Briand

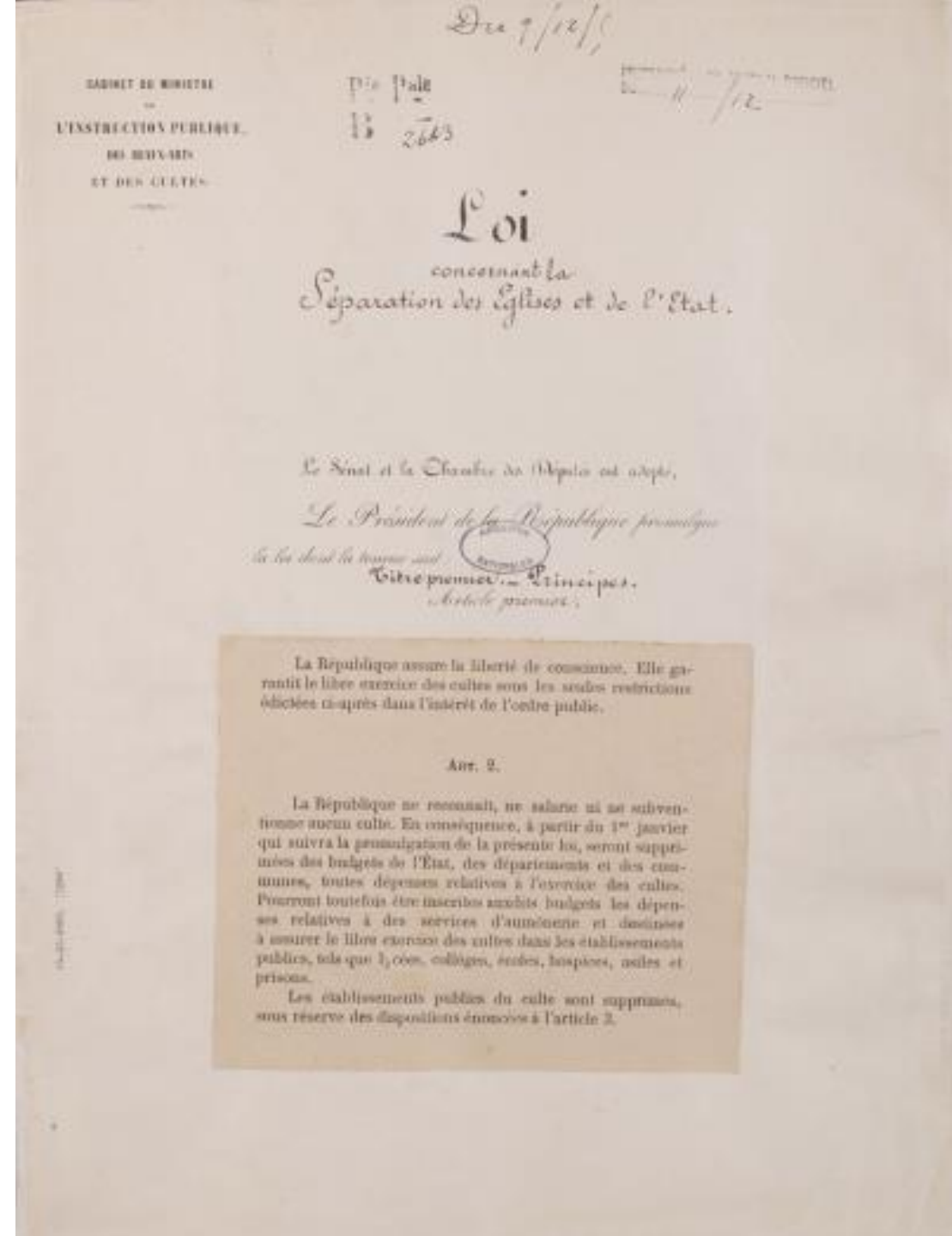
**Briand réussit à faire adopter
la loi qui prévoit la séparation
des Eglises et de l'Etat**

loi du 9 décembre 1905



La loi du 9 décembre 1905 est votée. « Art 1 : La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes [...] », puis l'article 2 énonce « La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte. En conséquence, [...] seront supprimées des budgets de l'Etat, des départements et des communes, toutes dépenses relatives à l'exercice des cultes. » et l'article 28 d'interdire les signes religieux dans l'espace public, sauf les lieux de culte, cimetières, etc...

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFT-EXT000000508749>



l'inventaire des
biens du clergés
(1906-1907)



Conclusion : vers la guerre ?



LA GUERRE DE 1914

États en guerre en août 1914

- Empires centraux
- Entente

- 1871 : relations tendues entre France et Allemagne
- France = profondément républicaine
- Guerre menace l'Europe
- Trouver des alliés = Empire russe + Grande-Bretagne
- 1906, puis en 1912 : crises entre la France et l'Allemagne
- loi allongeant le service militaire obligatoire de 2 à 3 ans.